



PRÉFECTURE DU NORD

11

G6 Val  
S. Buissonne  
Gade F  
APC 19/10/2004

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

**Arrêté préfectoral imposant à S.A. LWB  
REFRATORIES des prescriptions complémentaires  
pour la poursuite d'exploitation de son établissement  
situé à VALENCIENNES**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
officier de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914  
du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 autorisant la S.A. LWB REFRATORIES à  
exploiter ses activités à VALENCIENNES 63 rue du petit Bruxelles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 décembre 2003 mettant en demeure la SA LWB  
REFRATORIES de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 février 2004 imposant à la SA LWB REFRATORIES  
la réalisation d'une campagne de contrôle des émissions sonores ;

VU le rapport de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie,  
de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées  
pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 20  
avril 2004 ;

VU la lettre d'observations en date du 2 août 2004 de la S.A. LWB REFRATORIES ;

CONSIDÉRANT les plaintes des riverains de la SA LWB REFRATORIES concernant  
des nuisances sonores et olfactives ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRETE**

## Article 1

La Société LWB REFRACTORIES, sise 63 rue du Petit Bruxelles à Valenciennes (59303), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour poursuivre l'exploitation de son usine implantée à la même adresse.

## Article 2

A l'issue de la phase d'aménagement de l'installation de traitement des effluents atmosphériques de ses fours tunnels (mise en place d'un oxydateur thermique), l'exploitant fera réaliser une modélisation des émissions olfactométriques autour de son site par un organisme spécialisé.

Le choix de cet organisme sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

## Article 3

A l'issue de la phase d'aménagement de l'installation de traitement des effluents atmosphériques de ses fours tunnels (mise en place d'un oxydateur thermique), l'exploitant fera réaliser, en régime stabilisé et sur une période représentative du fonctionnement de ses installations, une campagne de caractérisation et d'analyses de l'ensemble des rejets atmosphériques de son site par un organisme spécialisé. Le choix de cet organisme sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Sur la base des résultats de cette campagne, l'exploitant fera réaliser une Evaluation du Risque Sanitaire. Cette étude s'attachera, entre autres, à caractériser le risque sanitaire encouru par les populations riveraines du site résidant rue de Metz à Valenciennes.

Cette étude s'appuiera sur la connaissance :

- des dangers liés aux polluants émis,
- des relations entre les doses reçues et les effets sur la santé (relation dose réponses, valeurs toxicologiques de référence) et
- des expositions de la population.

Le rapport d'étude devra mettre clairement en évidence :

1. le bilan des données existant sur la zone d'étude (populations concernées, types d'activité humaine, etc.), en présentant les données des concentrations des polluants, dans l'air, le sol et l'eau le cas échéant, qui constituent l'état initial,

2. l'inventaire et les critères de choix des polluants traceurs,
3. l'identification des dangers et de la relation dose/réponse ainsi que le choix argumenté des Valeurs Toxicologiques de Référence des polluants traceurs,
4. l'estimation des expositions avec:
  - le choix argumenté des voies d'exposition retenues (inhalation, ingestion, contact cutané),
  - la description des méthodes et outils utilisés pour la détermination des concentrations dans les différents médias environnementaux (air, sol, végétaux,...) entrant en contact avec l'homme.
  - la définition des scénarios d'exposition qui précisent les populations cibles, les durées d'expositions, les hypothèses de ration alimentaire, etc,
  - le calcul, pour les populations cibles, des quantités de polluant absorbées sous la forme d'une dose d'exposition,
5. la caractérisation du risque différenciant les effets toxiques avec seuil et sans seuil,

La conclusion du rapport d'étude présentera des résultats synthétisés, commentés et mis en perspective.

Au vu de ces résultats, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à Monsieur le Préfet du Nord que des études complémentaires, concernant notamment la réduction des émissions, soient diligentées.

#### **Article 4**

Les délais de réalisation, à compter de la date de notification du présent arrêté, sont les suivants :

- choix de l'organisme spécialisé en charge de la modélisation des émissions olfactométriques : 1 semaine
- choix de l'organisme spécialisé en charge de la campagne de caractérisation et d'analyses : 1 semaine
- réalisation de la modélisation des émissions olfactométriques : 2 mois
- réalisation de la campagne de caractérisation et d'analyses : 1 mois
- transmission à l'inspection des installations classées des deux études : 3 mois

## ARTICLE 5-

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

## ARTICLE 6-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de VALENCIENNES,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement..

En vue de l'information des tiers :


- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de VALENCIENNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le **19 OCT. 2004**

Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Jules-Armand ANIAMBOSSOU

Pour ampliation,  
P/Le chef de bureau délégué,



C. LECLERCQ